

L'économie selon Destutt de Tracy

Institut Coppet

24 septembre 2011

Par Timothy D. Terrell

Timothy Terrell est professeur associé d'économie au Wofford College et conférencier au Ludwig von Mises Institute.

Source : //mises.org/daily/3222

Traduction Xavier Corfa

Philosophe et économiste français, Antoine Louis Claude Destutt de Tracy (1754-1836) mérite notre attention pour sa contribution à la pensée libérale française s'inscrivant dans la tradition de Condillac. Sa méthodologie déductive, son approche libérale des affaires gouvernementales et son subjectivisme autorisent à le qualifier d'économiste proto-autrichien. Destutt de Tracy exerça une influence considérable en France et dans le reste du monde. Cet essai examinera brièvement sa pensée en se concentrant sur sa théorie de la monnaie et de la banque ainsi que ses idées concernant le rôle de l'Etat. Nous concluons par une analyse de son influence sur la pensée jeffersonienne en Amérique.

Idéologie, idéologues, méthode et subjectivisme

L'économie selon Destutt de Tracy résulta de sa philosophie de « l'idéologie ». L'idéologie, terme qu'il inventa vers 1796, devait constituer une « science de la formation des idées » [1], une étude approfondie de l'action humaine qui débuta avec l'anti-substantialisme de Locke et le sensualisme. Tracy voyait l'idéologie comme une super-science qui relierait les questions politiques, économiques et sociales à travers l'application universelle de ces principes sur le comportement humain, « le plus grand des arts, pour le succès duquel tous les autres doivent coopérer de telle manière que l'homme y trouve le plus d'aide et le moins de contrariété possible. » [2]

En cela, l'idéologie chercha à remplacer la théologie en tant que système unificateur dominant et exclure ainsi toutes les études religieuses quelles qu'elles soient du système idéologique. Les *Eléments d'idéologie* constituèrent la grande œuvre de Destutt de Tracy. Ce traité de méthodologie et de philosophie en quatre volumes réunissait *Idéologie proprement dite* (1801), *Grammaire* (1803), *Logique* (1805) et *Traité de la volonté et de ses effets* (1815). Thomas Jefferson accueillit avec enthousiasme ce dernier volume qui devint le seul des *Eléments d'idéologie* à être traduit en anglais sous le titre de *Traité d'économie politique*.

Les compagnons de Destutt de Tracy se nommèrent eux-mêmes les « idéologues » mais c'est le terme péjoratif d'« idéologues » que Napoléon leur affubla qui subsista. Ce groupe incluait Cabanis, Garat, Wenceslas Jacquemont, Jean-Baptiste Say, François Thurot et d'autres. Parmi les amis de Destutt de Tracy, on pouvait compter Dupont de Nemours et le marquis de La Fayette par l'intermédiaire duquel il communiquait avec Thomas Jefferson.

L'idéologie fut créée dans une époque de bouleversements politiques en France. Les tentatives de Destutt de Tracy pour réconcilier les royalistes et les républicains échouèrent largement. Emprisonné pendant presque une année (novembre 1793 – octobre 1794), il échappa de justesse à la guillotine durant la Terreur. L'émergence de l'empire napoléonien n'offrit pas aux idéologues une sécurité durable. Bien que Napoléon les courtisa pendant un temps, il commença dès 1802 à leur être ouvertement hostile à cause de leur libéralisme qui les plaçait dans l'opposition à sa politique dictatoriale. Cependant, le succès de l'idéologie ne se limita pas à la France. Les idées de Destutt de Tracy trouvèrent des soutiens dans le reste de l'Europe et dans le Nouveau monde.

L'abbé de Condillac influença profondément Destutt de Tracy et les idéologues. Son libéralisme et sa méthodologie déductive constituèrent le fondement de la plupart des travaux de Destutt de Tracy sur l'économie. [3] L'influence de John Locke est présente dans la pensée des idéologues, notamment dans les écrits de Destutt de Tracy sur les droits de propriété. De toute évidence, il s'inscrivit dans la continuité de Jean-Baptiste Say, en particulier dans la tradition subjectiviste de la valeur. Mais il le devança dans sa critique du calcul et de l'expression algébrique dans les sciences sociales. En cela, il se démarque nettement des positivistes français qui, contrairement aux idéologues, tentaient d'employer des outils issus des sciences physiques dans les sciences sociales.

Affirmer que l'objectif de l'idéologie est d'unifier les sciences sociales et physiques constituerait une erreur. Les idéologues reconnurent que les sciences sociales étaient fondamentalement différentes des sciences physiques mais ils appliquèrent la méthode déductive aux deux. Daniel Klein écrit :

Le mode d'analyse est le même dans toutes les activités : établir les principes primaires qui viennent des idées les plus simples (...) qui, à leur tour, proviennent de nos sensations. Les différentes sciences se distinguent par l'objet analysé et les idéologues croyaient incontestablement que les sciences sociales ouvraient la voie à un corps de pensée fondamentalement différent de celui des sciences physiques.[4]

Depuis la fondation du sensualisme, de nombreux prédécesseurs de Destutt de Tracy avaient espéré établir une science mathématique exacte de la pensée humaine. Au contraire, rompant avec les mathématiques sociales de Condorcet et la *langue des calculs* de Condillac, Destutt de Tracy croyait, avec Locke, qu'une grande partie de la réalité ne pouvait être réduite à des constructions mathématiques. Emmet Kennedy écrit :

On peut grâce à l'observation et la déduction, et non par le calcul et la géométrie, découvrir les autres propositions contenues dans la vérité originelle, « l'homme est un être sensible », et ainsi réduire toutes les sciences humaines à quelques vérités de base. Cette science de l'observation et de la déduction, l'« analyse des idées », de toutes les idées, pas seulement des idées mathématiques, constitua l'« idéologie » à laquelle toutes les sciences pouvaient être réduites. L'« idéologie », ne se réduisant elle-même à aucune, garantit l'unité des sciences.[5]

Destutt de Tracy appartenait également la tradition catallactique et subjective de la valeur issue de Turgot et Say. Dans son *Traité de la volonté*, il écrit :

La société est purement et simplement une série continue d'échanges ; elle n'est jamais autre chose dans aucune époque de sa durée, depuis son commencement le plus informe jusqu'à sa plus grande perfection ; et c'est là le plus grand éloge qu'on en puisse faire, car l'échange est une transaction admirable dans laquelle les deux contractants gagnent toujours tous deux : par

conséquent la société est une suite non interrompue d'avantages sans cesse renaissants pour tous ses membres. [6]

Destutt de Tracy renforce davantage l'idée de valeur subjective dans l'échange en affirmant que « Toutes les fois que je fais librement et sans contrainte un échange quelconque, c'est que je désire plus la chose que je reçois que celle que je donne, et qu'au contraire celui avec qui je traite désire plus ce que je lui offre que ce qu'il me rend. » [7] Dans le chapitre « De la mesure de l'utilité, ou des valeurs » du *Traité*, il écrit que « la mesure de l'utilité (...) d'une chose est la vivacité avec laquelle elle est désirée généralement. » [8] Destutt de Tracy poursuit cet exposé avec l'argument selon lequel le prix fixé sur un marché libre est le meilleur moyen de découvrir qu'elle est cette valeur. Il insiste sur les bénéfices du libre échange pour la société. Il approuva la focalisation de Smith sur la division du travail mais le critiqua pour son échec à étudier l'échange comme la force motrice derrière la division du travail.

On considérait le « travail » comme bien plus productif que la terre. Pour Destutt de Tracy, celui-ci était principalement l'œuvre de l'entrepreneur épargnant et investissant les fruits de son travail antérieur. L'entrepreneur, souligna-t-il, épargne du capital, emploie d'autres individus et produit une utilité au-delà de la valeur d'origine de son capital. Seul le capitaliste épargne une partie de ce qu'il gagne pour le réinvestir et produire de nouvelles richesses. Destutt de Tracy conclut de manière remarquable : « Les entrepreneurs d'industrie sont réellement le cœur du corps politique, et leurs capitaux en sont le sang. » [10]

Destutt de Tracy avait de fervents disciples en Italie, Russie, Grande-Bretagne et ailleurs en Europe. Sa renommée, comme nous le verrons ci-dessous, s'étendait même au-delà de l'Atlantique en Amérique du Sud et chez les Américains Jeffersoniens. Cependant, malgré son influence internationale et son impact sur la tradition libérale française, Destutt de Tracy a été délaissé par les études consacrées à l'histoire de la méthodologie économique. Daniel Klein soutient que Nassau Senior, John Stuart Mill et d'autres ont « reçu plus d'attention dans cette littérature » tandis que « les précurseurs Condillac et Destutt de Tracy (...) ont été presque entièrement négligés. » [11] Joseph Salerno montre que l'influence de Destutt de Tracy et d'autres écrivains libéraux français s'est étendue à « des économistes aussi divers dans l'approche analytique et les préférences idéologiques comme Eugen von Böhm-Bawerk, Vilfredo Pareto, Francesco Ferrara, Gustav Cassel and Othmar Spann. » [12]

Afin de mieux appréhender de la qualité des écrits de Destutt de Tracy, nous allons examiner brièvement son travail dans le champ de l'économie politique. Son *Traité de la volonté* offre un intérêt tout particulier. Nous nous pencherons sur ses idées en matière de théorie politique et monétaire à l'aide de ce *Traité* et d'autres travaux.

La monnaie et la banque selon Destutt de Tracy

Destutt de Tracy débute son chapitre sur la monnaie en renvoyant le lecteur à son exposé sur la valeur en précisant qu'il écrit sur « la valeur conventionnelle ou le prix vénal. Toutes ces valeurs se mesurent les unes par les autres. » [13] Il poursuit ensuite en présentant le problème de la double coïncidence des besoins et en détaillant les caractéristiques d'une monnaie idéale :

On peut donner du foin pour du blé, du blé pour du bois, un charroi de terre à pots ou à briques pour quelques assiettes ou quelques tuiles, et ainsi de suite. Mais il est évident que cela est très incommode, que cela entraîne des déplacements si pénibles, qu'ils rendent impossibles la plupart des affaires. [14]

Destutt de Tracy nous explique que ce problème est résolu par la monnaie se référant spécifiquement aux métaux précieux. Il fut un défenseur de premier plan d'une monnaie forte et pensait que l'argent constituait un étalon idéal « parce que c'est celui qui se prête le mieux au plus grand nombre des subdivisions dont on a besoin dans les échanges : l'or est trop rare, les autres métaux sont trop communs. » [15]

Après avoir défendu l'utilisation d'un étalon argent par rapport aux autres étalons métalliques, Destutt de Tracy se lance presque immédiatement dans une attaque contre la manipulation de la monnaie par le gouvernement. Il affirme que les nombreuses dénominations de la monnaie (livres, sous, deniers, etc.) furent utilisées par l'Etat pour séparer la valeur d'échange de la monnaie de la valeur du métal contenu dans la pièce elle-même. Son attaque implacable de l'inflation mérite d'être citée in extenso :

(...) Une fois que ces dénominations arbitraires ont été admises, et qu'on s'en est servi dans toutes les obligations contractées, il faut bien se garder d'y rien changer. Car, quand j'ai reçu trente mille livres, et que j'ai promis de les rendre dans tel temps, si, dans l'intervalle, le gouvernement vient à dire que la quantité d'argent qu'on appelait trois livres, s'appellera six livres, ou, ce qui est la même chose, s'il fait des écus de six livres qui ne contiennent pas plus d'argent que n'en contenaient les écus de trois, moi, qui paie avec ces nouveaux écus, je ne rends réellement que la moitié de l'argent que j'ai reçu. C'est aussi la facilité que le législateur veut se donner vis-à-vis de ses nombreux créanciers, (...) Malgré ces prestiges, tranchons le mot, c'est là permettre à tout le monde de voler pour pouvoir voler soi-même ; (...) [16]

Destutt de Tracy montre clairement que l'inflation (il ne faisait pas de distinction entre l'inflation attendue et celle inattendue) enrichit les débiteurs et appauvrit les créanciers. Il mentionne également ce que l'on pourrait nommer aujourd'hui une anticipation rationnelle de l'inflation future :

(l') effet (...) est de faire craindre qu'à tout moment (la dévalorisation de la devise) ne recommence, et qu'on ne puisse plus s'assurer sur la foi jurée ; de jeter par là de l'inquiétude dans toutes les relations ; et par suite, de diminuer considérablement toutes les spéculations industrielles et commerciales. [17]

Destutt de Tracy vise ensuite le papier monnaie qui, selon lui, était « la plus coupable et la plus funeste de toutes les banqueroutes frauduleuses. » [18] Ceux qui prétendirent que la matière constituant une devise n'avait aucune importance, que seul le poinçon ou le sceau de l'Etat assureraient la valeur, reçurent une réponse incisive de Destutt de Tracy :

On aurait pu leur répondre : Si l'argent n'a aucune valeur, pourquoi donc retenez-vous celui que vous devez ? vous n'en avez que faire. Donnez-le nous d'abord ; puis vous mettez votre empreinte sur des morceaux de bois, si vous voulez, et vous verrez l'effet qu'elle fera. Il ne semble pas qu'il fallût être bien habile pour trouver cette réponse accablante ; (...). [19]

Bien entendu, le gouvernement ne ferait pas cela. Destutt de Tracy explique que la fixation du cours légal par des lois entraîne une inflation destructrice – d'une manière générale, la dévastation de l'industrie, le contrôle des prix, des difficultés d'estimation et l'appauvrissement de ceux dont les revenus sont libellés en papier monnaie.

Les banquiers n'eurent pas plus de succès auprès de Destutt de Tracy. Il observa la cartellisation des banques à réserves fractionnaires dans le but de réduire la concurrence et affirma que l'Etat encourageait un tel processus en offrant à celles-ci de nombreux privilèges afin de disposer

d'un approvisionnement constant de fonds. « Mais bientôt le gouvernement, qui ne l'a créée que pour cela, demande à cette compagnie des emprunts énormes ; elle n'ose ni ne peut le refuser, (...) » [20] Destutt de Tracy expliqua ensuite que l'origine gouvernementale des jours fériés[1] résultait de la ruée sur les banques suite à une émission excessive de papier monnaie. Il conclut que toutes ces « compagnies privilégiées » par un soutien de l'Etat étaient « radicalement vicieuses ».

En accord avec sa pensée laissez-fairiste sur la monnaie et la plupart des autres questions, Destutt de Tracy fut généralement opposé à la fixation des taux d'intérêt par l'autorité civile arguant que :

Puisqu'on loue des chevaux, un carrosse, des meubles, une maison, des terres, en un mot tout ce qui est utile et a une valeur, on peut bien louer de même l'argent, (...). Ce loyer de l'argent est ce que l'on nomme intérêt. Il est aussi légitime que tout autre loyer : il doit être tout aussi libre. Il n'y a pas plus de raison pour que l'autorité en détermine le taux que pour qu'elle fixe le prix du bail d'une maison ou d'une ferme. [21]

Destutt de Tracy formula une exception pour l'« intérêt légal » qu'un juge pourrait éventuellement fixer pour des débiteurs défaillants. Mais il ajouta qu'aucune autre raison ne serait suffisante pour justifier l'intervention du gouvernement dans ce domaine.

Les réflexions de Destutt de Tracy sur le gouvernement

L'opposition de Destutt de Tracy à l'intervention de l'Etat sur le marché ne se limitait pas à l'argent et au domaine bancaire. Tout au long de son *Traité*, nous trouvons des preuves de sa pensée libérale concernant le gouvernement, son soutien aux droits de propriété, son dédain pour la réglementation gouvernementale et sa position relativement isolationniste concernant les questions de politique étrangère de son époque.

Le chapitre « De la Distribution de nos richesses entre les individus » emploie une éthique lockéenne des droits de propriété qui serait particulièrement familière des lecteurs modernes de Hans-Hermann Hoppe. Destutt de Tracy écrit : « Nous avons vu que la *propriété* est dans la nature, car il est impossible que chacun ne soit pas propriétaire de son individu et de ses facultés ; (...) » [22] Il traite ensuite de l'égalitarisme communiste de la France révolutionnaire quand il écrit :

(...), on verrait naître autant de querelles pour avoir une part plus forte dans les biens communs, ou une plus petite dans la peine commune, qu'il peut en exister parmi nous pour la défense des propriétés particulières ; et le seul effet d'un tel ordre de choses serait d'établir l'égalité de misère et de dénuement, en éteignant l'activité de l'industrie personnelle. [23]

Quand Destutt de Tracy discute de la réglementation gouvernementale, il se montre résolument laissez-fairiste dans son approche, comme Condillac l'était avant lui. En écrivant sur les subventions de l'Etat à l'art et à la science, il soutient :

(...), car il est bien sûr qu'en général le plus puissant encouragement qu'on puisse donner à l'industrie de tout genre est de la laisser agir et de ne s'en pas mêler. L'esprit humain irait bien vite, si seulement il n'était pas gêné, et il serait amené par la force des choses à faire toujours ce qu'il y a de plus essentiel dans chaque occurrence. Le porter artificiellement d'un côté plutôt que de l'autre, c'est ordinairement le faire dévier plutôt que le conduire. [24]

John Maynard Keynes aurait trouvé en Destutt de Tracy un opposant. Ce dernier soutient que la consommation est improductive car c'est une « destruction du travail », et cela inclut la consommation de l'Etat. Destutt de Tracy utilise un exemple très similaire à celui de la vitre brisée de Henry Hazlitt illustrant le fait que la consommation ne peut pas être productive : « car si détruire est une si bonne chose, il semble qu'on ne saurait trop détruire, et que l'on devrait être de l'avis de cet homme qui cassait tous ses meubles pour encourager l'industrie. » [25] Plus loin, il ajoute : « En effet, qui dit luxe dit consommation superflue et même exagérée ; consommation, c'est destruction d'utilité ; or, comment, concevoir que destruction exagérée soit cause de richesse, soit production ? Cela répugne au bon sens. » [26]

Destutt de Tracy considère que la consommation est une « destruction de l'utilité. » Cela semble curieux et plutôt à l'opposé de la pensée moderne sur l'utilité. La consommation constitue la *création* de l'utilité et le but de toute production. Destutt de Tracy aurait pu dire plus spécifiquement qu'il y a un coût d'opportunité à toute consommation. Ainsi, l'encouragement à consommer a un effet destructeur qui constitue une perte pour la société. Quant au gouvernement en tant que consommateur, Tracy ajoute (plus d'un siècle avant Keynes) :

(...) ; il s'agit de savoir quel effet ces revenus et ces dépenses produisent sur la richesse publique et la prospérité nationale.

Pour en juger, puisque le gouvernement est un grand consommateur, et le plus grand de tous, il faut, en cette qualité, l'examiner comme nous ayons examiné les autres consommateurs, (...).

Une première chose bien certaine, c'est que le gouvernement ne peut pas être rangé parmi les consommateurs de la classe industrielle. La dépense qu'il fait ne se reproduit pas dans ses mains avec accroissement de valeur. Il ne se soutient pas par les profits qu'il fait. J'en conclus déjà que sa consommation est bien réelle et définitive ; qu'il ne reste rien du travail qu'il solde, et que les richesses qu'il emploie et qui étaient existantes sont consommées et détruites quand il s'en est servi. [27]

L'aversion de Destutt de Tracy pour les monopoles imposés par l'Etat est manifeste :

Le monopole, ou la vente faite exclusivement par l'État, est odieux, tyrannique, contraire au droit naturel qu'a chacun d'acheter et de vendre comme il lui plaît, et nécessite une multitude de mesures violentes. C'est encore bien pis quand cette vente est forcée, c'est-à-dire quand on oblige le particulier, comme cela est arrivé quelquefois, à acheter ce dont il n'a pas besoin, sous le prétexte qu'il ne peut s'en passer, et que, s'il n'achète pas, c'est qu'il s'est approvisionné en contrebande. [28]

Destutt de Tracy fait également référence aux groupes d'intérêts particuliers recherchant des situations de rente. Ces groupes opposés sont définis et leur intérêts clairement établis :

(...) chacun craint la concurrence dans son genre, et voudrait être seul pour être maître : Si vous suivez plus loin la complication de ces intérêts divers dans les progrès de la société, et le jeu des passions qu'ils font naître, vous verrez bientôt tous ces hommes implorer l'appui de la force en faveur de l'idée dont ils sont préoccupés ; ou du moins, sous différents prétextes, provoquer des règlements prohibitifs, pour gêner ceux qui leur nuisent dans cette lutte universelle. [29]

Même à l'égard des projets de « travaux publics », d'infrastructures ou d'autres travaux similaires, Destutt de Tracy préférerait un contrôle privé. En ce qui concerne « les ponts, les ports,

les chemins, les canaux, les établissements et les monuments utiles, » il écrit que l'« on en doit conclure que des particuliers auraient pu faire les mêmes choses aux mêmes conditions, si on leur avait laissé la disposition des sommes qu'on leur a enlevées pour en faire cet usage, et il est même vraisemblable qu'ils les auraient employées avec plus d'intelligence et d'économie. »

Destutt de Tracy fut sans équivoque concernant l'entrave à l'émigration : « Je ne connais rien de plus odieux que d'empêcher de sortir de son pays un homme qui y est assez mal pour désirer de le quitter malgré tous les sentiments de la nature et toutes les forces de l'habitude qui l'y retiennent. De plus, cela est absurde. » [30] Il croyait que les barrières à l'immigration étaient parfois souhaitable car la plupart des immigrants n'apportaient que peu de connaissances utiles avec eux. Destutt de Tracy pensait que les bénéfices de leur venue étaient annulés par le fardeau supplémentaire de leurs personnes.

Il existe un point sur lequel Destutt de Tracy semble s'écarter de sa position très largement libérale : sa tolérance sur la propriété publique des terres cultivées et plus particulièrement sur les terres boisées. Cela semble contredire non seulement certains de ses arguments par ailleurs mais également le bon sens économique. Il est vrai qu'il fait remarquer que le gouvernement gère « plus maladroitement » une propriété mais il soutient que « ce n'est pas là un bien grand inconvénient. » [31] Il fonde cette affirmation sur sa conviction que (1) la préférence temporelle des individus est incompatible avec le long cycle plantation-récolte d'une exploitation forestière, (2) le gouvernement dispose d'une meilleure connaissance de l'intérêt public et le sert fidèlement, (3) l'offre de terres sur le marché chutera, élevant son prix et entraînant ainsi (en quelque sorte) la baisse du taux d'intérêt général et (4) il n'est pas nécessaire de collecter sous forme d'impôts des revenus que le gouvernement perçoit déjà de ces terres.

Destutt de Tracy débat longuement de l'impôt, détaillant ses différentes formes et leur incidence ainsi que leurs divers effets négatifs. Certains impôts suscitent chez lui une vive désapprobation :

Tous ces impôts sur les marchandises, quels qu'ils soient, nécessitent une infinité de précautions et de formalités gênantes ; ils donnent lieu à une multitude de difficultés ruineuses ; ils sont nécessairement très sujets à l'arbitraire ; ils obligent à ériger en crimes des actions indifférentes en elles-mêmes, et à sévir par des punitions souvent cruelles. Leur perception est très dispendieuse, et elle entraîne l'existence d'une armée d'employés et d'une armée de fraudeurs, tous hommes perdus pour la société, qui y entretiennent continuellement une véritable guerre civile, avec toutes les funestes conséquences économiques et morales qui en résultent. [32]

Destutt de Tracy montre également comment la fiscalité des produits, dont la demande est la plus inélastique, constitue la manière la plus efficace pour générer des revenus :

Mais où l'impôt déploie toute sa force, c'est quand la denrée est bien nécessaire, et qu'elle coûte bien peu, comme par exemple le sel. Là tout est profit pour le fisc ; aussi ses agents ont-ils toujours donné au sel (...). L'air et l'eau, si on avait pu s'en rendre maître, auraient encore été l'objet de prélèvements très forts et très fructueux pour le fisc ; mais la nature les a trop disséminés. Je ne doute pas qu'en Arabie, des traitants ne tirassent un grand parti de l'eau, et tel, que personne ne boirait sans leur permission. Quant à l'air, l'impôt sur les fenêtres fait à cet égard tout ce qui est possible. [33]

L'impact de Destutt de Tracy à travers le monde

Destutt de Tracy jouissait d'une influence considérable sur les intellectuels de sa propre nation, mais peut-être que la plus remarquable est celle qu'il exerçait dans d'autres pays. Ses écrits furent traduits en italien et il s'attira plusieurs sympathisants assumant des fonctions importantes dans le gouvernement italien. En Grande-Bretagne, James Mill semble avoir été quelque peu influencé par Destutt de Tracy et les idéologues. Murray Rothbard note qu'en 1825, la tentative d'assassinat du Tsar Nicolas Ier fut entreprise par « l'un des leaders des Décembristes libéraux, Pavel Ivanovich Pestel, qui considérait le *Commentaire sur l'Esprit des lois de Montesquieu* (1807) de Destutt de Tracy comme sa Bible (...) » [34] En 1817, Dom Manuel Maria Gutierrez, qui deviendra un leader de la révolution libérale espagnole trois années plus tard, traduisit en espagnol le *Traité de la volonté* de Destutt de Tracy. Deux autres révolutionnaires seront à l'origine de la traduction de deux autres de ses ouvrages. Le président de l'Argentine, Bernardino Rivadavia, fut également un de ses disciples. Au Brésil et en Bolivie, il jouissait également d'une grande popularité.

Destutt de Tracy eut une grande influence sur le président Thomas Jefferson. Celui-ci veilla à ce que le *Commentaire sur l'Esprit des lois de Montesquieu* et son *Traité de la Volonté* soient traduits en anglais, la traduction de ce dernier étant intitulé *Traité d'économie politique*. Dans les années 1780, alors qu'il était ambassadeur des Etats-Unis en France, il fit connaissance avec les idéologues et les admirera depuis cette époque. Jefferson fit la promotion des travaux de Destutt de Tracy de manière enthousiaste. Il exprima son souhait de voir les Américains considérer le *Traité* comme l'un de leurs principaux textes économiques. Dans une lettre à l'éditeur, il écrivit :

Le mérite de ce travail sera, je l'espère, de le placer dans les mains de tous lecteurs de notre pays. En diffusant les bons principes de l'économie politique, il permettra de protéger l'industrie publique des institutions parasites qui sont en train de la consommer et nous conduira à la répartition juste et fidèle des charges financières publiques dont nous nous sommes parfois éloignés. Alors que le Commentaire de Montesquieu est devenu grâce à nous le livre fondamental dans l'apprentissage des principes du gouvernement civil, mon souhait le plus profond est que le présent travail le soit également dans la branche particulière de l'économie politique. [35]

John Adams, l'ami de Jefferson, fut également séduit par le *Traité*. Lui, qui écrivit que « L'ensemble de notre système bancaire, que j'ai toujours détesté, que je continue de détester et détesterais en mourant (...) », pensait que le chapitre de Destutt de Tracy sur la monnaie contenait « les sentiments qu'il avait entretenus toute sa vie. » [36] Ce livre était pour lui « un dépôt de poudre à canon placé sous les fondations de toutes les institutions mercantiles. »

Dans une lettre, Jefferson demanda à Lafayette, un ami commun avec Destutt de Tracy, d'apporter à ce dernier le message que :

Son Traité d'économie politique a été rapidement et largement diffusé, qu'il est déjà cité au sein du Congrès, et en dehors, comme notre manuel standard. La citation de son nom, celui de l'auteur du Commentaire de Montesquieu, a suscité une nouvelle demande pour cet ouvrage (...). Ces deux ouvrages rendront plus de service que tous ceux rendus par les écrits de tous les saints et saints pères de l'Eglise. [37]

Jefferson semble cependant avoir surestimé le succès des travaux de Destutt de Tracy. Michael O'Connor écrit qu'en comparaison avec le *Traité d'économie politique* de Say, le travail de Destutt de Tracy « trouva peu de reconnaissance dans les universités. » [38] Bien que ses travaux ne furent pas acceptés aussi largement que ceux de Say, Destutt de Tracy eut tout de

même une certaine influence sur le futur de la politique économique américaine, notamment dans le Sud. Salerno écrit :

Après la Guerre civile, une tendance catallactique et subjectiviste est apparue chez les économistes américains, profondément redevable aux théories économiques libérales, notamment celles présentées dans les ouvrages de Say, Destutt de Tracy et Bastiat. Les tenants de cette approche incluent d'éminents économistes comme Amasa Walker, son fils Francis Amasa Walker et Arthur Latham Perry.[39]

Grâce à John Taylor, à qui se réfère Salerno comme « le principal économiste politique jeffersonien, »[40] les positions libérales de Destutt de Tracy sur la monnaie et le système bancaire furent également entendues lors du débat américain sur le système de réserves fractionnaires.

L'influence contemporaine de Destutt de Tracy

La qualité des écrits de Destutt de Tracy fait qu'il est difficile d'expliquer pourquoi ce philosophe et économiste a été si souvent négligé dans les études contemporaines sur l'histoire de la pensée économique. Sa faible influence ne peut bien entendu pas discréditer totalement ses contributions. En conclusion, nous pouvons affirmer que la méthodologie déductive de Destutt de Tracy, son subjectivisme, son approche catallactique, son opposition à la fraude monétaire gouvernementale et à la régulation se sont perpétués à l'époque contemporaine à travers l'école autrichienne dans la tradition de Ludwig von Mises et de Murray Rothbard.

Notes

[1] Emmet Kennedy, *A Philosopher in the Age of Revolution* (Philadelphia: American Philosophical Soc. 1978) 45.

[2] Kennedy 47.

[3] Voir Daniel Klein, "Deductive economic methodology in the French Enlightenment: Condillac and Destutt de Tracy," *History of Political Economy* 17:1 (1985), 51–71.

[4] Klein 53, 54.

[5] Kennedy 50.

[6] Destutt de Tracy, *Traité d'économie politique*, (1817). ([Edité par l'Institut Coppet, 2011](#)) 29.

[7] Tracy 29-30.

[8] Tracy 37.

[9] See Kennedy 198.

[10] Murray N. Rothbard, *An Austrian Perspective on the History of Economic Thought*, vol. 2 (*Classical Economics*) (Brookfield, VT.: Edward Elgar, 1995) 6.

[11] Klein 51.

[12] Joseph T. Salerno, "The Neglect of the French Liberal School in Anglo-American Economics: A Critique of Received Explanations," *The Review of Austrian Economics* 2 (1988): 113.

[13] Tracy 55.

[14] Tracy 55.

[15] Tracy 56.

[16] Tracy 57.

[17] Tracy 58.

[18] Tracy 62.

[19] Tracy 59.

[20] Tracy 66.

[21] Tracy 63.

[22] Tracy 70.

[23] Tracy 70.

[24] Tracy 118.

[25] Tracy 95.

[26] Tracy 95.

[27] Tracy 103.

[28] Tracy 106.

[29] Tracy 42.

[30] Tracy 82.

[31] Tracy 104.

[32] Tracy 107.

[33] Tracy 112.

[34] Rothbard 11.

[35] Thomas Jefferson, frontispiece in Destutt de Tracy, *A Treatise on Political Economy*.

[36] Cité in Michael O'Connor, *Origins of Academic Economics in the United States* (New York: Garland. 1974) 26.

[37] Gilbert Chinard, *The Letters of Lafayette and Jefferson* (New York: Arno. 1979) 397.

[38] See O'Connor 27.

[39] Salerno 132.

[40] Salerno 142.

[1] En anglais, « jours fériés » se traduit par « bank holidays », littéralement « vacances des banques » (NdT)